



INTERNET À CUBA : Un réseau sous surveillance

Octobre 2006

Enquête : Claire Voeux (journaliste free-lance) - Julien Pain
Reporters sans frontières - Bureau Internet et libertés

5, rue Geoffroy Marie - 75009 Paris

Tél : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51

E-mail : internet@rsf.org

Web : www.rsf.org

“J’ai testé pour vous l’Internet cubain”

Récit de voyage d’une journaliste free-lance en reportage sur l’île du 14 août au 13 septembre 2006

Internet à Cuba : un Réseau sous surveillance

Les hauts fonctionnaires en visite pour le XIVe sommet des pays non alignés ont dû se dire que naviguer sur Internet à Cuba était aussi plaisant que de siroter un *mojito* sur une plage de sable blanc. Peu ou pas de file d’attente, des tarifs divisés par deux ou par trois et plus aucun contrôle d’identité à l’entrée des cybercafés des grands hôtels de La Havane. Pendant toute la semaine du sommet qui a réuni une centaine de délégations du 11 au 16 septembre 2006, les “business centers” des hôtels étoilés avaient comme qui dirait adouci leurs conditions d’accès à la Toile. A l’hôtel Inglaterra, certainement l’un des plus emblématiques de la capitale, les administrateurs du Réseau se sont subitement mis à proposer aux utilisateurs d’effacer leur historique de navigation et les cookies* à la fin de chaque session. Et dire que, quelques jours auparavant, l’hôtesse d’accueil du cybercafé réclamait systématiquement les noms, prénoms et numéros de passeport de tous les utilisateurs... Quant au Habana Libre, il avait baissé ses tarifs de 9 à 3 dollars de l’heure. Non vraiment, quel dommage que le sommet n’ait pas duré plus longtemps... en tout cas pour les touristes et les journalistes étrangers comme moi, les seuls autorisés à fréquenter ces grands hôtels.

Les Cubains, eux, doivent se contenter des quelques Correos de Cuba, les cybercafés publics. Pendant que les touristes patientent quelques minutes dans des fauteuils molletonnés, avec une glace fresa et chocolate dans l’hôtel Inglaterra, les autochtones se collent entre une demi-heure et trois quarts d’heure de queue au Correo de Cuba voisin, situé à une trentaine de mètres de là, au pied du Capitole. A l’entrée, l’agent de la sécurité me propose de “m’arranger le problème de la file d’attente”. Ici, beaucoup de choses peuvent s’arranger, moyennant finances. Je refuse et arrive donc trois quart d’heure plus tard devant l’un des sept ou huit ordinateurs que compte ce cyber-

café. On ne me demande pas mon passeport, simplement mon nom (je donne en fait mon prénom) et mon pays d’origine. De toute façon, les petits jeunes de l’accueil ne sont pas très regardants.

La connexion coûte 4,50 dollars de l’heure... soit près de la moitié du salaire moyen d’un Cubain. Autant dire que les locaux préfèrent opter pour la version “nationale” d’Internet qui revient à 1,50 dollar de l’heure : une simple adresse mail qui permet d’envoyer des courriers électroniques à Cuba et à l’étranger, mais pas de naviguer sur la Toile. Partout, “la connexion es super lenta”, “la connexion est super lente”, comme l’indique ouvertement un panneau affiché à l’entrée du Correo de Cuba de la rue Obispo, dans la vieille Havane. En une heure, on a le temps de lire environ trois mails, d’y répondre et de consulter trois articles dénichés sur Google news. La plupart du temps (mais pas toujours, c’est finalement assez aléatoire), même si vous tapez www.google.fr, Google news vous renvoie sur les news de Cuba. Un mélange d’articles tirés du *Granma*, la feuille de chou officielle du Parti communiste cubain et de l’agence officielle *Prensa latina*.

Mais il ne faudrait pas noircir le tableau pour autant. Depuis les Correos de Cuba comme depuis les hôtels, vous avez accès à pratiquement tous les sites d’information, lemonde.fr, bbc.com, le *Nuevo Herald* (un quotidien de Miami) et même les sites des dissidents du régime castriste. Même chose pour les employés du gouvernement qui disposent d’un ordinateur et d’un accès Internet. “Cela fait des années que je n’ai pas ouvert le *Granma*, raconte Luis, qui travaille pour le ministère de la Culture. Je m’informe sur google et le site de la BBC, et je n’ai jamais eu aucun problème pour consulter les sites des opposants.” En fait, un seul papier que j’ai voulu lire sur Internet a été bloqué. L’article, intitulé “Et quand Fidel ne sera plus là, que se passera-t-il ?” du journal *El*

* Petits Fichiers qui s’inscrivent automatiquement sur le disque dur d’un ordinateur connecté à Internet lors de la visite de certains sites Web. Ils permettent aux sites de recueillir des informations sur leurs visiteurs et sont souvent considérés comme portant atteinte à la vie privée des internautes.

Diario Montanes, s'est bien affiché mais un message d'erreur est apparu au bout de quelques secondes. J'y ai lu quelque chose comme "Accès restreint... misconfiguration". Prise de panique, j'ai fermé la page et l'affaire en est restée là.

Non, en fait, le plus périlleux, en tant que journaliste free-lance dépourvue de visa de presse (ils étaient presque systématiquement refusés au moment du sommet des non-alignés), a finalement été l'échange de mails. Premières sueurs froides à Vinales, dans la province occidentale de Pinar del Rio. Dans cette petite ville touristique, l'accès à Internet se réduisait à un seul poste (le deuxième était en panne) dans une petite salle derrière une agence de tourisme. Un responsable de Reporters sans frontières m'avait envoyé par mail les coordonnées des principaux dissidents sur l'île, avec des étoiles et d'autres signes de ponctuation intercalés entre les lettres, histoire d'éviter que les autorités ne reconnaissent ces mots-clés. Mais ces précautions n'ont pas suffi. J'ai à peine eu le temps de lire les adresses et téléphones de trois opposants qu'un message d'erreur sans appel est apparu. "Ce programme fermera dans quelques secondes pour des raisons de sécurité d'Etat". Oups !... Heureusement qu'on ne m'avait pas demandé mon numéro de passeport à l'entrée. La deuxième fois, je me trouvais dans le très chic hôtel NH Parque central où la connexion coûte la bagatelle de 12 dollars de l'heure. J'étais toute seule dans une salle avec air conditionné en train de taper un article pour le quotidien belge Le Soir, sur Word. J'avais pris l'habitude d'écrire les textes normalement et de ne changer les termes sensibles comme Castro,

révolution ou dissidents qu'au moment de les envoyer par mail. Je les remplaçais alors par des mots anodins (Fanfan, confiture ou parents) et transmettais le décodage par SMS. Mais cette fois-ci, le même message "Ce programme fermera dans quelques secondes, etc." a fait irruption sur mon écran. J'ai tapé Ctrl A (sélectionner tout mon document) et Ctrl C (copier) et la page s'est fermée. J'ai ensuite collé le texte, me le suis envoyé sur ma propre boîte mail et n'ai plus jamais remis les pieds au NH Parque central.

A partir de ce moment, j'ai pris toutes les précautions possibles et imaginables. Je me suis même servie d'une boîte mail ouverte par Reporters sans frontières. J'écrivais les articles systématiquement codés, que je laissais dans la boîte "brouillons", sans les envoyer. Quelqu'un en France venait ensuite ouvrir cette boîte mail et transmettait les articles à mes rédactions.

On ne connaît pas les stratégies et les méthodes de la police cubaine, ou en tout cas très mal. La surveillance de la Toile me semble en fait assez arbitraire. Le niveau de vigilance dépend des hôtels et des ordinateurs, au petit bonheur la chance. Mais mieux vaut faire très attention. Et employer tous les moyens pour éviter de se retrouver dans une situation périlleuse, voire d'être expulsée. J'ai eu la chance de prendre mon vol retour à la date prévue, sans passer par les bureaux de la police. Les mailles du filet étaient finalement assez lâches pour laisser passer les petits poissons comme moi.

Claire Voeux

Contrôle d'Internet, la méthode cubaine

Internet à Cuba : un Réseau sous surveillance

Avec moins de deux internautes pour 100 habitants, Cuba figure parmi les pays les plus en retard en matière d'Internet. Il est de loin le plus mal loti d'Amérique latine - le Costa Rica fait 13 fois mieux - et se situe au niveau de l'Ouganda ou du Sri Lanka. Sur une île qui se targue d'avoir l'un des niveaux d'éducation les plus élevés de la planète, ce constat a de quoi surprendre. Les autorités défendent ce bilan catastrophique en blâmant l'embargo américain, qui les empêcherait de s'équiper du matériel nécessaire au développement du Réseau. Elles expliquent notamment que, ne pouvant pas se raccorder à l'Internet mondial par le biais de câbles optiques sous-marins, elles en sont réduites à utiliser des connexions satellitaires coûteuses et moins efficaces. Cet argument peut en effet expliquer la lenteur de l'Internet cubain et les files d'attente interminables devant les cybercafés. Mais il ne justifie en rien le système de contrôle et de surveillance du Réseau mis en place par les autorités. Dans un pays où les médias sont à la botte du pouvoir, empêcher la circulation d'informations indépendantes sur Internet est naturellement devenu une priorité.

L'enquête menée par Reporters sans frontières révèle que le gouvernement cubain utilise plusieurs leviers pour s'assurer que ce média n'est pas utilisé de manière "contre-révolutionnaire". Tout d'abord, il a peu ou prou interdit les connexions privées au Réseau. Pour surfer ou consulter leurs e-mails, les Cubains doivent donc obligatoirement passer par des points d'accès publics (cybercafés, universités, "clubs informatiques pour la jeunesse", etc), où il est plus facile de surveiller leur activité. Ensuite, la police cubaine a installé, sur tous les ordinateurs des cybercafés et des grands hôtels, des logiciels qui déclenchent un message d'alerte lorsque des mots-clés "subversifs" sont repérés. Le régime s'assure par ailleurs que les opposants politiques et les journalistes indépendants n'accèdent pas à Internet. Pour ces derniers, communiquer avec l'étranger est un véritable chemin de croix. Enfin, le gouvernement mise sur l'autocensure. A Cuba, on peut être condamné à vingt ans de prison pour quel-

ques articles "contre-révolutionnaires" publiés sur des sites étrangers et à cinq ans simplement pour s'être connecté au Net de manière illégale. Peu d'internautes osent défier la censure de l'Etat et prendre un tel risque.

Internet contrôlé dès son apparition sur l'île

Le gouvernement a légiféré dès l'apparition d'Internet sur l'île. En juin 1996, le décret-loi 209, intitulé "Accès depuis la République de Cuba au réseau informatique global", précise que son utilisation ne peut se faire "en violation des principes moraux de la société cubaine ou des textes de loi du pays", et que les messages électroniques ne doivent pas "compromettre la sécurité nationale". Les Cubains souhaitant disposer d'un accès à Internet doivent, pour obtenir l'accréditation obligatoire, fournir une "raison valable", et signer un contrat d'utilisation aux clauses restrictives. La procédure requiert, comme pour le téléphone, l'accord d'ETEC SA, unique opérateur de télécoms du pays, puis d'une commission locale dépendant des Comités de défense de la révolution, qui évalue les mérites du demandeur.

Selon le décret-loi 209, l'accès est accordé "en vertu de règlements donnant la priorité aux entités et institutions pouvant contribuer à la vie et au développement de la nation". Peuvent y prétendre à ce titre, en dehors des ambassades ou des sociétés étrangères, les personnalités politiques, les hauts fonctionnaires, les intellectuels, universitaires, médecins, chercheurs et journalistes officiels, les cadres des entreprises culturelles tournées vers l'exportation ou des entreprises d'informatique, ainsi que la hiérarchie catholique.

Le 13 janvier 2000, un ministère de l'Informatique et des Communications a été créé pour "réguler, diriger, superviser et contrôler la politique cubaine en matière de technologies de la communication, l'informatique, les télécommunications, les réseaux informatiques, la radiodiffusion, le spectre radioélectrique, les services postaux et l'industrie électronique".

Une autorisation pour acheter un PC

Il est interdit d'acheter du matériel informatique, sauf autorisation expresse des autorités. Il est possible, quoique difficile, de se procurer sur le marché noir un ordinateur en pièces détachées, mais les prix sont prohibitifs. La quasi-totalité des PC de l'île ont été achetés par l'Etat. Résultat, Cuba est l'un des pays où le taux d'équipement est le plus faible du monde : 3,3 ordinateurs pour 100 habitants, un ratio équivalent à celui du Togo (source : Union internationale des télécommunications, 2005). De toute façon, même si un Cubain parvient à acquérir un ordinateur, sur le marché noir ou grâce à des contacts à l'étranger, il ne pourra pas se connecter à Internet ni ouvrir une ligne téléphonique internationale sans autorisation de l'Etat. Autant dire que dans le pays, il est quasiment impossible d'accéder à Internet à partir de son domicile.

Dans les cybercafés : des messages bloqués pour des raisons de "sécurité d'Etat"

Les cybercafés cubains proposent deux types de connexion au Réseau : l'une "nationale", qui ne permet d'utiliser qu'un service d'e-mail mis en place par l'Etat ; l'autre "internationale", qui donne l'accès à l'ensemble du world wide web. L'immense majorité des Cubains n'accèdent qu'au premier service, qui coûte 1,20 euro de l'heure, et ne peuvent payer les 4 euros de l'heure requis pour surfer sur le Net - une somme représentant un tiers du salaire mensuel moyen d'un Cubain. La connexion "internationale" est par conséquent principalement utilisée par les touristes. Ces derniers peuvent accéder aux cybercafés locaux, les Correos de Cuba, ou se connecter à partir des nombreux hôtels de luxe de l'île.

Les cybercafés ne censurent que très peu le Web. Des tests effectués par Reporters sans frontières ont montré que la plupart des sites de l'opposition cubaine, ainsi que ceux des organisations internationales de droits de l'homme, sont accessibles par le biais du service "international". En Chine, des filtres par mots-clés sont installés sur le Réseau, ce qui rend par exemple

impossible le téléchargement de pages contenant des mots-clés "subversifs". L'organisation a pu vérifier, en testant une série de termes interdits à partir de cybercafés, qu'aucun système de ce type n'est installé à Cuba.

En revanche, les ordinateurs des cybercafés sont étroitement surveillés. A l'entrée, il est demandé à l'utilisateur de donner son nom, son prénom et son adresse. Ensuite, lorsqu'il écrit un message contenant des mots-clés suspects, comme par exemple le nom d'un dissident connu, un message (pop-up) s'affiche à l'écran pour l'avertir que son texte est bloqué pour des raisons de "sécurité d'Etat". Suite à cette alerte, l'application utilisée pour taper le message, qu'il s'agisse d'un traitement de texte ou d'un logiciel de navigation, est automatiquement fermée. Il semblerait donc qu'un programme installé sur tous les postes des cybercafés détecte automatiquement les contenus interdits.

Les dissidents politiques et les journalistes indépendants ne sont en général pas autorisés à se rendre dans les cybercafés. Nombre d'entre eux utilisent par conséquent la vingtaine d'ordinateurs mis à leur disposition par la Section des intérêts nord-américains à La Havane. Mais un seul passage dans les locaux de la diplomatie américaine suffit pour être considéré comme un "ennemi de la révolution". Cette option n'est donc pas envisageable pour tout le monde.



File d'attente à l'entrée d'un cybercafé

Le marché noir et la traque des internautes illégaux

Face à ces restrictions, les Cubains ont créé un marché noir leur permettant de louer des codes de connexions : des personnes autorisées à se connecter au Net proposent d'utiliser leur compte à certaines heures, moyennant une

rémunération au mois (environ 30 dollars). Les autorités traquent les responsables de ce petit commerce. D'après *La Nueva Cuba*, cinq étudiants ont été exclus de leur établissement pour avoir revendu les codes de connexions de leur université et créé des forums de discussion hébergés aux Etats-Unis. Le site a même publié une vidéo tournée à Cuba, datée du 17 février 2006, dans laquelle des responsables de l'université présentent à un auditoire les sanctions prises à l'encontre de ces étudiants. L'un d'entre eux y explique que l'utilisation illégale d'Internet est passible de cinq ans d'emprisonnement. Il prévient également que "la guerre contre les ennemis de la révolution se joue sur plusieurs fronts, y compris sur Internet". Un professeur annonce finalement que les cinq jeunes qui trafiquaient des codes de connexions, dont aucun n'avait pourtant d'activité politique, ne seront plus autorisés à reprendre leurs études avant plusieurs années.

Certains Cubains, notamment les journalistes indépendants et les dissidents politiques, se connectent à Internet sur les ordinateurs d'étrangers vivant dans le pays. Mais la police cherche à faire cesser ce type de pratique. Elle appelle donc régulièrement ces "amis étrangers" pour les menacer d'expulsion.

"El coco" se bat pour que tous les Cubains accèdent à un Internet libre

Guillermo Fariñas, surnommé "El coco", directeur de l'agence de presse indépendante Cubanacán Press, a entamé, en février 2006, une grève de la faim pour demander que tous les Cubains aient accès à un "Internet libre". Les autorités ont dû l'hospitaliser de force et le mettre sous perfusion pour mettre un terme à son action, qui trouvait un écho dans les médias internationaux.

"El Coco" se dit prêt à mourir pour que son peuple ait enfin le droit de s'informer. Depuis le 20 août, il est maintenu dans un service de soins intensifs en raison de problèmes rénaux et de troubles cardiaques. Les autorités ont proposé de lui accorder un accès "restreint" à Internet, mais il a refusé, expliquant qu'il ne pouvait exercer dignement son métier de journaliste en ne consultant que des informations filtrées par le gouvernement.

Cubanacán, fondée en 2003, est l'agence de presse la plus importante de la nouvelle génération de journalistes indépendants. Aucun des 17 reporters qui y collaborent n'ont pourtant le droit d'utiliser Internet ou un fax pour envoyer leurs articles à l'étranger. Ils doivent le plus souvent dicter entièrement leurs textes à partir de téléphones publics. Les tarifs de communication étant très élevés, ces appels sont habituellement passés en PCV.

Des journalistes emprisonnés pour des articles publiés sur le Net

Vingt-quatre journalistes indépendants sont actuellement détenus à Cuba. Ils purgent des peines allant jusqu'à 27 ans de prison. Leurs actes d'accusation comportent pour la plupart des références à leur activité sur Internet, et notamment leur collaboration avec des sites basés aux Etats-Unis.

- Héctor Maseda Gutiérrez, journaliste, est accusé, entre autres, d'avoir publié des textes sur le site Cubanet et d'avoir reçu de l'argent de ce média. Il a été condamné à 20 ans de prison.
- Adolfo Fernández Sainz, journaliste, est accusé, entre autres, d'avoir publié sur le site www.nuevaprensa.org des articles «contre-révolutionnaires» pour qu'ils "soient utilisés, directement ou indirectement, par le gouvernement nord-américain pour continuer sa politique d'agression contre Cuba". Il a été condamné à 15 ans de prison.
- Julio César Gálvez Rodríguez, journaliste, est accusé, entre autres, d'avoir reçu de l'argent de sites Internet comme Cubanet et Encuentro en la Red et d'avoir consulté le Net à partir de la Section des intérêts nord-américains. Il a été condamné à 15 ans de prison.

Telecom Italia, actionnaire des télécoms cubains

L'entreprise transalpine Telecom Italia est actionnaire à 29,3 % d'ETEC SA, l'unique opérateur de télécoms cubain - le reste du capital étant détenu par l'Etat. Or, ETEC SA, qui contrôle entièrement l'Internet du pays, est utilisé par le gouvernement pour surveiller le Web et traquer les dissidents

politiques. Lors du procès des journalistes arrêtés en mars 2003, des rapports ont été fournis par l'opérateur cubain pour prouver que les inculpés avaient utilisé le Réseau de manière "contre-révolutionnaire". Reporters sans frontières a écrit, en mars 2004, au président du conseil d'administration de Telecom Italia, pour attirer son attention sur les conséquences de la participation de son entreprise dans ETEC SA. L'organisation lui a demandé "d'intervenir pour tenter d'infléchir la politique du régime cubain à l'égard du Net et demander la libération des journalistes emprisonnés". L'entreprise italienne a répondu à ce courrier, expliquant qu'elle ne pouvait pas se retirer de Cuba pour des raisons financières, mais affirmant qu'elle ne participait pas directement à la surveillance et au contrôle d'Internet dans ce pays.

Une possible coopération avec la Chine dans le domaine de la surveillance des communications électroniques

La Chine et Cuba ont renforcé leur coopération économique depuis la visite dans l'île du président Hu Jintao, en novembre 2004. Suite à cette rencontre, un officiel chinois a annoncé que son pays participerait au développement du secteur des télécommunications cubains.

Les autorités de Pékin étant déjà soupçonnées de revendre leur technologie et leur savoir-faire en matière de surveillance du Réseau à plusieurs gouvernements de pays autoritaires, notamment le Zimbabwe et le Belarus, il est probable que ce type de coopération existe à Cuba. Le site basé aux Etats-Unis Cubanet affirmait d'ailleurs, en janvier 2005, que des experts chinois avaient installé des "équipements d'espionnage électronique" dans la province de Santa Clara, en collaboration avec ETEC SA.

Cuba figure sur la liste des quinze "ennemis d'Internet" de Reporters sans frontières

L'organisation lance une cybermanifestation les 7 au 8 novembre 2006. Pendant ces "24h contre la censure du Net", mobilisez-vous sur www.rsf.org

Internet à Cuba : un Réseau sous surveillance

